



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité Départementale des Hauts-de-Seine**

Service Risques et Installations Classées
de Paris et des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot-Curie
BP 102 – 92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 14/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TEPSA France

33 AVENUE DE WAGRAM
75017 Paris

Références : 2047
Code AIOT : 0006506332
N° HELIOS : 62953

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2025 dans l'établissement TEP SA France implanté 1 av Philippe Lebon 92390 Villeneuve-la-Garenne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEP SA France
- 1 av Philippe Lebon 92390 Villeneuve-la-Garenne
- Code AIOT : 0006506332
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Statut administratif : en cessation

La société TEP SA France (anciennement RUBIS TERMINAL) a exploité au 1 avenue Philippe Lebon à Villeneuve-la-Garenne un site de stockage de produits chimiques et de produits pétroliers jusqu'au 31/12/2015. Des travaux de dépollution ont été réalisés entre 2005 et 2013, puis en 2017 et 2018. La dernière partie des travaux de dépollution (en cours) est encadrée par l'arrêté préfectoral du 20/02/2025.

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stockage des terres polluées	Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 4.1	Sans objet
2	Ventilation	Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 4.1	Sans objet
3	Plan d'échantillonnage	Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 4.3	Sans objet
4	Polluants mesurés	Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 4.3	Sans objet
5	Registre des travaux	Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 5.3	Sans objet
6	Registre des déchets	Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 5.3	Sans objet
7	Traitement des eaux polluées	Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 6.2	Sans objet
8	Analyse des rejets	Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 6.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées constate que les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 20/02/2025, contrôlées lors de la présente inspection, sont respectées par l'exploitant et ses prestataires.

De plus, l'exploitant a pu présenter à l'inspection des installations classées l'ensemble des documents demandés sur place le jour de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Stockage des terres polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement et excavations des terres polluées
Prescription contrôlée : [...]Le stockage temporaire sur site des terres excavées et des matériaux de démolition issus du chantier et destinés à être traités ou évacués ne peut pas excéder 6 mois. Des aires de tri et de stockage temporaire des terres polluées et des matériaux de démolition impactés doivent être créées sur le site, le cas échéant. Ces aires doivent être étanches, clairement identifiées et protégées des intempéries. Ces stockages ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières.[...]
Constats : L'inspection constate qu'à l'est du site l'exploitant a mis en place une aire de stockage des terres excavées destinées à être réutilisées. Cette aire de stockage est notamment constituée d'une protection étanche sur laquelle ces terres sont stockées pour éviter que de la pollution potentielle s'infilte dans le sol par lixiviation. De plus, l'inspection a constaté que ce stockage n'est pas à l'origine d'envols de poussières.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ventilation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement et excavations des terres polluées
Prescription contrôlée : Les excavations des terres polluées seront réalisées sous tente ventilée avec traitement des gaz, à l'exception de la zone dite cuvette n°2, où ces excavations seront effectuées sous carreau d'aspiration.
Constats : Lors de l'inspection, les travaux d'excavation au niveau de la cuvette 2 étaient terminés. Les travaux au niveau de cette phase consistent à remblayer la zone ainsi excavée. L'inspection constate que pour la zone la plus importante, les travaux sont réalisés sous tente. Cette tente dispose de: <ul style="list-style-type: none">• 2 turbines d'un débit d'aspiration de 45 000 m³/h équipées de filtres à charbon actif;• 2 turbines d'insufflation d'un débit de 20 000 m³/h. L'exploitant procède à des analyses des gaz extraits en sortie de ses installations de traitement de l'air. Ces analyses sont réalisées toutes les 2 semaines. Les paramètres analysés sont notamment les hydrocarbures volatiles (C5-C16), les BTEX, les COHV et le naphtalène. L'exploitant tient à jour un tableau de suivi des résultats de ces analyses. L'inspection a demandé à consulter ces analyses pour plusieurs jours choisis de manière aléatoire (09/09/2025, 26/08/2025 et 12/08/2025). L'exploitant a pu transmettre ces résultats le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan d'échantillonnage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des fouilles
Prescription contrôlée : Les prélèvements en fond et bords de fouille sont des échantillons ponctuels représentatifs des fouilles d'excavation ne pouvant pas excéder 100 m ² pour la réalisation de ces prélèvements. Le plan d'échantillonnage de ces prélèvements est transmis, pour avis, à l'inspection des installations classées et à Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine, sous un délai de 1 mois avant le démarrage des travaux.[...]
Constats : L'exploitant a transmis une note technique descriptive des travaux de réhabilitation avant le démarrage des travaux d'excavation. En annexe de cette note technique se trouve le plan d'échantillonnage des prélèvements en bords et fond de fouille.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Polluants mesurés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des fouilles
Prescription contrôlée : Les analyses, visant à vérifier l'atteinte des objectifs de réhabilitation définis en application de l'article 2 du présent arrêté, portent à minima sur les HAP, les HCT(C5-C10 et C10-C40), les BTEX et les COHV.
Constats : L'exploitant procède aux mesures des concentrations en HAP, HCT(C5-C10 et C10-C40), BTEX et COHV lors des analyses de bords et fonds de fouilles. Il tient à jour un tableau de validation des fouilles comprenant notamment pour chaque maille : <ul style="list-style-type: none">• le lot ;• la profondeur des prélèvements ;• le nom associé ;• le nom du rapport du laboratoire d'analyses correspondant ;• les concentrations mesurées notamment après traitement (criblage) ;• leur validation au regard des objectifs de réhabilitation ;• le devenir de ce lot (réutilisation sur site, CAP 1, etc.). Parallèlement à ce document, un plan de terrassement avec les références des prélèvements est tenu à jour par l'exploitant. L'inspection a demandé à l'exploitant les résultats de suivi des mailles N6, N9 et M5. L'exploitant a pu ainsi présenter les concentrations mesurées et les rapports de laboratoires associés pour chacune de ces mailles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Registre des travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des travaux
Prescription contrôlée : [...]Un registre des travaux doit être mis à jour quotidiennement dès le début des travaux. Ce registre consigne les travaux et contrôles réalisés ainsi que toutes les informations relatives à la sécurité et aux événements pouvant porter atteinte à la protection de l'environnement.[...]
Constats : L'exploitant tient à jour un registre journalier des travaux. Ce registre informatique nommé "journal de chantier" contient notamment pour chaque jour : <ul style="list-style-type: none">• la date du jour ;• les conditions atmosphériques ;• les incidents et observations faites à l'entrepreneur et/ou les contrôles réalisés ;• les travaux exécutés ;• le suivi environnemental ;• le(s) personnel/sous-traitants/prestataires présents ;• les visiteurs ;• le matériel et livraison ;• les arrêts du chantier le cas échéant et leurs causes ;• les travaux prévus le jour suivant ;• des photographies des travaux réalisées. Sur place, l'inspection a demandé à l'exploitant de présenter ce journal pour une date fixée aléatoirement par l'inspection (le 22/09/2025). L'exploitant a pu présenter le journal à la date correspondante. L'inspection constate que ce journal répond aux attentes demandées dans cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Registre des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des travaux
Prescription contrôlée : [...]La nature et les quantités de déchets éliminés hors site, l'installation d'élimination et/ou valorisation retenue pour l'évacuation de ces déchets et les quantités de terres réutilisées sur site sont répertoriées. Ce registre ainsi que les bordereaux de suivi de déchets sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant tient à jour un registre de déchets informatique interne nommé SOSED. Ce SOSED comprend les informations suivantes pour chaque lot: <ul style="list-style-type: none">• le numéro de lot ;• la date ;• le type de déchets ;• le code déchet correspondant ;• le nom de la filière d'évacuation ;• le numéro de CAP ;• le numéro de BSD sur Trackdéchets ;• le nom du transporteur ;• la maille concernée ;• l'immatriculation du transporteur ;• la quantité correspondante. Sur place, l'inspection a demandé à l'exploitant de présenter le BSD Trackdéchets pour un lot sélectionné aléatoirement. L'exploitant a présenté le BSD correspondant. L'inspection a constaté que ce BSD était signé par l'ensemble des parties (producteur, transporteur, centre de traitement).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Traitement des eaux polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Toutes les eaux générées par le chantier et notamment les eaux issues du pompage en fond de fouille et de l'aire de ressuyage doivent être collectées et faire l'objet d'un traitement qui est constitué à minima d'un passage de ces eaux dans un débourbeur/déshuileur ainsi que dans un filtre à charbon actif.[...]
Constats : L'exploitant a mis en place un dispositif de traitement des eaux polluées. Ce dispositif de traitement des eaux polluées est notamment constitué d'un filtre à charbon actif et d'un filtre à sable. Cependant, l'exploitant précise que ce dispositif n'a pas encore été mis en fonctionnement étant donné l'absence d'eaux à traiter à ce stade des travaux de dépollution.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Analyse des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/02/2025, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]Ces eaux pourront être rejetées au réseau public d'assainissement, après accord du gestionnaire du réseau, et devront respecter les seuils définis dans la convention de rejet.</p> <p>Le programme analytique et la fréquence d'analyse des rejets seront définis avant le démarrage du chantier avec l'exploitant du réseau. Ce programme analytique et la convention de rejet doivent être transmis avant le démarrage du chantier à la préfecture des Hauts-de-Seine et à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis un mail de la SEVESC. Dans ce mail, la SEVESC l'informe qu'elle a bien reçu les quatre exemplaires papiers de la Convention Temporaire de Déversement pour son opération située au 1 av. Philippe Lebon à VILLENEUVE LA GARENNE.</p> <p>Aussi, dans ce mail, la SEVESC précise qu'elle met les documents dans le circuit de signatures (SEVESC, CD92 et SIAAP) et qu'elle confirme que l'exploitant a l'autorisation de rejeter les eaux de pompage de cette opération, sous réserve :</p> <ul style="list-style-type: none">• de tenir informés la SEVESC du début de l'opération (au moins 48 heures avant le début du rejet) ;• au cas où elle ne pourrait pas être présente le jour du démarrage, de réaliser un relevé d'index du/des compteurs (avec photos) au démarrage du rejet ;• de réaliser les prélèvements et analyses prévues à l'annexe 2 de la Convention, et de lui transmettre les résultats dès réception. <p>Aucun rejet n'a eu lieu pour le moment à ce stade des travaux de dépollution.</p>
Type de suites proposées : Sans suite